

Michaël KARPENSCHIF

Professeur des universités Agrégé de droit public
Directeur du Centre d'Études Européennes



Matières enseignées : Droit public économique – Droit des aides d'État – Droit de la concurrence appliqué aux personnes publiques – Droit des collectivités locales – Droit des contrats publics – Droit de l'interventionnisme économique – Financement public – Droit de l'Union européenne.

Fonctions :

- Responsable pédagogique du Master 1 et du Master 2 Droit public des affaires.
- Membre du comité de rédaction du mensuel *Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics* (Groupe Le Moniteur).
- Co-directeur scientifique de l'hebdomadaire *La Semaine juridique Administrations et collectivités territoriales* (LexisNexis).

Formation :

- Agrégation de droit public, 2004.
- Doctorat en droit public, Université Jean Moulin Lyon 3, 1999.
- DEA en droit communautaire, Université Jean Moulin Lyon 3, 1994.

Principales publications – Travaux :

Ouvrages

- *La récupération des aides publiques nationales versées en violation du droit communautaire.* – mémoire de DEA en Droit communautaire. – Lyon : Centre d'Études Européennes, 1994. – 98 p. – ISBN : 2- 910515-01-X.
- *Le contrôle communautaire des aides publiques nationales.* – Lyon : Université Jean Moulin – Lyon 3, 1999. – thèse de doctorat en droit. – 760 p. – Prix de thèse de l'Université 2000.
- Directeur de l'ouvrage *Les Grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne (GAJUE)*. – 1^{re} éd. – Paris : PUF, 2010. – 420 p. – (Thémis Droit.)
- Participation à la rédaction d'un ouvrage collectif intitulé « Les collectivités territoriales et leurs contrats », ed. Juris-Classeur, collection Juriscompact, octobre 2001, sous la direction du Professeur S. Braconnier.
- Participation à la rédaction d'un ouvrage collectif intitulé : « Entreprises, concurrence et Europe », édition Foucher, 176 p., novembre 2005 (1^{ère} édition), novembre 2007 (2^{ème} édition)

- Participation à la rédaction du Lamy droit des contrats internationaux : chargé de la rédaction des titres consacrés aux marchés publics communautaires et internationaux, décembre 2008 et juin 2013
- Rédaction et direction des « Grands Arrêts de la Jurisprudence de l'Union européenne » (GAJUE), édition des PUF, 420 p., octobre 2010. 2ème édition, 530 p., novembre 2014, 3ème édition, novembre 2016, 688 p
- Participation à la rédaction d'un ouvrage intitulé : « La directive services en principe(s) et en pratique », édition Larcier, 190 p., septembre 2011
- Codirection et Participation à la rédaction d'un ouvrage collectif : « Les revirements de jurisprudence en droit de l'Union et en droit comparé », édition Larcier, 400 p., septembre 2011.
- « Droit européen des aides d'Etat », éditions Larcier-Bruylant 1ère édition, août 2015, préfacé par Marc Jaeger (Président du Tribunal de l'Union européenne), 460 pages. La 2ème édition est parue en août 2017, 510 pages
- Participation à la rédaction d'un ouvrage collectif intitulé : « Du contrat de partenariat au marché de partenariat », édition Bruylant, mars 2016
- Participation à la rédaction d'un ouvrage intitulé : « Concurrence normative dans l'Union Européenne – Aspects réglementaire, fiscal et social », chapitre 2 : « Aides d'Etat et concurrence fiscale » édition Larcier, octobre 2016
- Participation à la rédaction d'un ouvrage intitulé : « Contentieux du droit de la concurrence de l'Union européenne », chapitre 3 : « Le critère de l'opérateur en économie de marché et la crise financière » édition Larcier, janvier 2017

Contributions et articles

- La récupération des aides nationales versées en violation du droit communautaire à l'aune du règlement n° 659/1999 : du mythe à la réalité ? – *RTD eur.* 2001. 551 à 596.
- Participation à l'ouvrage collectif intitulé « *Les collectivités territoriales et leurs contrats* » / sous la direction de S. Braconnier. – Paris : éd. Juris-Classeur, oct. 2001, collection Juriscompact.
- La privatisation des entreprises publiques : une pratique encouragée sous surveillance communautaire. – *RFDA* 2002.95.
- Tarifs électriques préférentiels, remboursements de taxes sur l'énergie, obligation d'achat d'électricité produite par des sources d'énergie renouvelable à des prix minimaux... où commence la notion d'aide publique ? – *RJEP* 2003. 51 à 66 (ancien CJEG, n° 595 févr.).
- La mort discrète de la Commission nationale et des commissions régionales des aides publiques aux entreprises. – *JCP A* 2003, étude n° 1394 (22-28 avr, n° 17, p. 545-549).
- L'accès des sociétés d'économie mixte aux financements communautaires. – *JCP A* 2003, étude n° 1669 (7 juill. 2003, n° 28, p. 952-958).
- Définition du pouvoir adjudicateur par la Cour de justice des Communautés européennes. – *AJDA* 2004.526 à 533.
- Qu'est-ce qu'une compensation d'obligations de service public ? Note sous CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans.* – *LPA*, 30 mars 2004, n° 64, p. 4-14.
- La détermination du débiteur de l'obligation de restitution d'aides indues. Note sous TPICE, 19 oct. 2005, aff. T-318/00 et T-324/00. – *RAE* 2005/4, p. 701-707.
- De nouvelles règles pour le financement public des aéroports et de certaines lignes aériennes. – *JCP A* 2005, p. 1798-1804 (5 déc. 2005, n° 49).
- À qui profitent les incertitudes ? Retour sur la décision de la Commission du 28 novembre

2005. – *JCP A* 2005, p. 1895-1900 (26 déc. 2005, n° 52).

- Les aides des collectivités locales aux entreprises : quelques interrogations sur la règle *de minimis*. – *JCP A* 2006, étude n° 1018 (23 janv. 2006, n° 4, p. 121-123).
- Eurotunnel et la validité des clauses de substitution. *Step-in right* versus droit des faillites (collab. L.- M. Augagneur). – *JCP G* 2006. I. 106 (25 janv. 2006, n° 4, p. 135-140).
- Face au droit communautaire : quel avenir pour le financement des services publics ? – *RJEP* 2006. 43 à 56 (févr. 2006, n° 628).
- Aides des collectivités territoriales et des établissements publics : quand les concurrents et les contribuables veillent. – *JCP A* 2006, étude n° 1072 (20 mars 2006, n° 12, p. 388-392).
- De nouveaux droits pour les entreprises bénéficiaires d'aides dans le contentieux communautaire des aides d'État ? – *RLDA* 2006. 36 à 39 (avr. 2006, n° 4).
- Des risques pour l'État d'allouer des aides communautaires illégales. Note sous CE, 11 janv. 2006, req. n° 272216, 272217, 272218 et 264023. – *Droit rur.* mai 2006, p. 30-32 (n° 343).
- Le juge national doit-il obligatoirement prescrire la récupération d'aides illégales déclarées compatibles ? Note sous CE, 29 mars 2006, Centre d'exportation du livre français c/ Ministre de la Culture et de la Communication, req. n° 274923. – *JCP A* 2006, étude n° 1107 (15 mai 2006, n° 20, p. 635-640).
- Les SEM et les aides publiques : vers une normalisation des relations ? – *ACCP*, oct. 2006 (n° spécial).
- Vers une modélisation communautaire du contentieux national de la restitution des aides indues ? Lecture croisée des arrêts *Laboratoires Boiron*, *Commission c/ France* et *Transalpine Ölleitung in Österreich*. – *JCP A* 2006, p. 1688-1692 (18 déc. 2006, n° 51).
- Aides fiscales : faire face au risque de remboursement. – *Le Tout Lyon*, 23-29 déc. 2006, p. 90.
- Utiles précisions dans le contentieux des aides d'État. Note sous CJCE, 7 sept. 2006, *Laboratoire Boiron SA c/ Acoss*. – *Lamy Dr. publ. des aff.*, déc. 2006.
- Violation des règles de concurrence lors de la passation d'une délégation de service public : de la complémentarité des juges. – *JCP A* 2007, p. 13-21 (22 janv. 2007, n° 4).
- Aides des collectivités locales aux entreprises : les nouveaux assouplissements communautaires. – *Gazette des communes*, 5 mars 2007.
- De l'utilité d'une association transparente. Note sous CE, 6 avr. 2007, *Cne d'Aix-en-Provence*, req. n° 284736. – *JCP A* 2007, p. 40-44 (7 mai 2007, n° 19).
- L'association, opérateur économique au sens du droit des marchés publics. – *ACCP* juill.-août 2007, n° 68, p. 40.
- Les collectivités et la télévision locale : entre vide juridique et nécessités publiques. – *Gazette des communes*, 17 sept. 2007, p. 60.
- Pratiques anticoncurrentielles. D'un festival, l'autre : premières conséquences de l'arrêt *Commune d'Aix-en-Provence*. Note sous TGI Marseille, ord. ,21 juin 2007, *Assoc. Avignon off c/ Assoc. Avignon festival & Cie*. – *JCP A* 2007, p. 20-22 (17 sept. 2007, n° 38).
- Dix ans après l'arrêt *Million et Marais* : et après ? Bilan et perspectives de l'application des règles de concurrence aux personnes publiques. – *JCP A* 2007, p. 21-25 (29 oct. 2007, n° 44-45, n° spécial).
- Regard sur le droit des aides d'État. – *LPA* 29 nov. 2007, n° 239, p. 48-55.
- « Contrats publics et subventions » / Actes des entretiens juridiques du 23 nov. 2007 de l'Université Lumière-Lyon 2 consacrés aux contrats des collectivités territoriales. – *ACCP*, janv. 2008, n° 73.

- Vers une définition communautaire du service public ? – *RFDA* 2008. 58.
- Contrats de service public et transport public de voyageurs : nouvelles règles pour un nouvel essor ? – *JCP A* 2008, étude 2038.
- Regard sur le droit des aides d'État en 2007. – *LPA*, 3 juill. 2008, n° 133, p. 62.
- Le financement des services publics par contrat : vers une généralisation des contrats de service public ? – *BJCP* 2008, p. 234.
- « Les fondements communautaires de la restitution des aides d'État sous forme fiscale » in *Les aides d'État sous forme fiscale*, Coll. int. 25-26 sept. 2008. – *Revue de droit fiscal*, nov. 2008.
- Le RGEC : nouveau départ pour le droit des aides d'État. – *JCP A* 2009, étude 2023.
- L'adaptation du cadre juridique au contexte économique. – *RLDA* 2009/35, n° 2154.
- De l'imputabilité perpétuelle des pratiques anticoncurrentielles aux collectivités publiques ? – *JCP A* 2009, étude 2149.
- Les EPIC dans tous leurs états. – *JCP A* 2009, étude 2197.
- SPLA, SPL, SLP. Un an après la Communication interprétative sur les partenariats public-privé institutionnalisés (PPPI) : où en est-on du développement de l'économie mixte locale ? – *JCP A* 2009, ét. 2230.
- CCAG Travaux : Une réforme entre progrès et régression. – *Contrats – Marchés publ.* 2010, étude 3 (p. 7) (collab. W. Salamand).
- Plaidoyer pour une nouvelle catégorie de consommateur : les personnes publiques. – *Revue européenne du droit de la consommation (REDC)*, n° 3-2010, p. 699.
- Le droit des aides d'État face à la crise, colloque, Grenoble, 27 février 2010. – *RFDA* 2010, p. 750.
- Les collectivités locales et la directive « services » : entre contraintes nouvelles et espoirs déçus. – *JCP A* 2010, étude 2256.
- Services sociaux d'intérêt général et financement public : à quand la fin des relations dangereuses ? – *ACCP*, n° 103, octobre 2010, p. 35.
- Comm. CJCE, 12 juill. 1973, *Commission c/ Allemagne*, aff. 70/72, *GAJUE*, 2010, n° 10.
- Comm. CJCE, 21 nov. 1991, *Féd. Nat. du commerce extérieur des produits alimentaires et Synd. Nat. des négociants et transformateurs de saumon c/ Rép. Fr.* (« Saumon »), aff. C-354/90, *GAJUE*, 2010, n° 41.
- Comm. CJCE, 19 mai 1993, *Procédure pénale c/ Paul Corbeau*, aff. C-320/91, *GAJUE*, 2010, n° 44.
- Comm. CJCE, 27 avr. 1994, *Commune d'Almelo e.a. c/ NV Energiebedrijf Ijsselmij*, aff. C-393/92, *GAJUE*, 2010, n° 46.
- Comm. CJCE, 15 janv. 1998, *Mannesmann Anlagenbau Austria AG e.a. c/ Strohal Rotationsdruck GesmbH*, aff. C-44/96, *GAJUE*, 2010, n° 56.
- Comm. CJCE, 18 nov. 1999, *Teckal Srl c/ Comune di Viano et Azienda Gas-Acqua Consorziale (AGAC) di Reggio Emilia*, aff. C-107/98, *GAJUE*, 2010, n° 63.
- Comm. CJCE, 7 déc. 2000, *Telaustria Verlags GmbH et Telefonadress GmbH c/ Telekom Austria AG*, aff. C-324/98, *GAJUE*, 2010, n° 67.
- Comm. CJCE, 13 mars 2001, *PreussenElektra AG c/ Schhleswag AG*, aff. C-379/98, *GAJUE*, 2010, n° 69.
- Comm. CJCE, 24 juill. 2003, *Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg c/ Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH*, aff. C-280/00, *GAJUE*, 2010, n° 73.
- Les sociétés publiques locales, passeport pour un véritable PPPI ? – *JCP A* 2010, étude 2348.

- Effacement de la dette d'une SEML : « quand l'accordéon grince » (CE, 10 nov. 2010). – *JCP A* 2011, étude 2038.
- La RATP sauvée des eaux concurrentielles ? – *AJDA* 2011. 1357.
- Collectivités territoriales, télévisions locales et droit de la concurrence : *Terra incognita... non hostilis !* – *JCP A* 2011, étude 2278.
- « Regard rétrospectif sur la portée de la solution *Société des eaux du Nord* ». – Communication au colloque *Le droit public de la consommation : 10 ans après l'arrêt Société des eaux du Nord*, Université Montpellier 1 (Centre de Recherches et d'Études Administratives de Montpellier), 18 mars 2011. – *Lamy Droit public des affaires*, Bulletin d'actualités, C, n° 159, juillet 2011.
- « La directive "services" et les collectivités locales : entre contraintes nouvelles et espoirs déçus », p. 97-113 in Ch. Ferrari-Breeur (dir.), *La directive services, en principe(s) et en pratique*. – Bruxelles : Bruylant, 2011. – 301 p.
- L'investisseur privé en économie de marché. – *Concurrences*, n° 3-2011, n° 37424 (www.concurrences.com).
- Du paquet *Monti / Kroes* au paquet *Almunia* : le financement des SIEG simplifié et sécurisé ? – *JCP A* 2012, étude 2006 (9 janv. 2012, p. 46).
- De l'utilité budgétaire d'une violation des règles européennes de concurrence. – *AJDA* 2012. 65.
- Le programme national « Très Haut Débit - Volet B ». Nouvelles responsabilités et nouveaux pouvoirs pour les collectivités territoriales en matière d'aménagement numérique. – *JCP A* 2012, étude 2056 (20 févr. 2012, p. 23) (collab. L. Midol-Monnet).
- « La fin du tout marché ? », p. 309-328 in : *Mélanges en hommage à Panayotis Soldatos : réalisations et défis de l'union européenne. Droit-politique-économie*. – Bruxelles : Bruylant, 2012. – 609 p. – (Collection CEE ; n° 8.)
- Pratiques anticoncurrentielles et préjudice économique des pouvoirs adjudicateurs. De l'intérêt et des difficultés de saisir la juridiction administrative ! – *JCP A* 2012, étude 2203 (p. 24-26).
- Financement des SIEG : le « paquet Almunia », entre continuité et innovations, p. 66-67 in : *Chronique CEE Droit européen du marché intérieur* (dir. scientif. Éric Carpano). – *RLDA* 2012/71. Repères n° 4037.
- Les contrats de partenariat à l'épreuve de leur exécution. – *CP-ACCP*, n° 125, octobre 2012, p. 3.
- Quand le droit européen des aides d'État s'invite dans le contentieux des délégations de service public. – *JCP A* 2012, étude 2326 (15 octobre, p. 29).
- « Droit fiscal et droit de l'Union européenne, ou les liaisons dangereuses illustrées par l'article 44 septies du Code Général des impôts », in *Mélanges en l'honneur des Pr J.P. Lassale, G. Montagnier et L. Saidj*, édit. L'Harmattan, 333 p., spéc. p. 181 à 201, octobre 2012.
- L'équale concurrence et les entreprises publiques locales. – *JCP A* 2013, étude 2002 (p. 27-33).
- Vers la fin des SPL tentaculaires ? – *AJDA* 2013. 257.
- Les délégations de service public et le droit de la concurrence. – *JCP A* 2013, étude 2057 (p.42-46).
- Les sociétés publiques locales et le droit de la concurrence. – *CP-ACCP*, n° 131, avril 2013, p. 56-59.
- Quand la parole, à défaut d'être d'or, est constitutive d'une aide d'État. Note sous CJUE, 19 mars 2013, *Bouygues e.a. c/ Commission*, aff. C-399 et C-401/10, p. 68-69 in : *Chronique*

CEE Droit européen du marché intérieur (dir. scientif. Éric Carpano). – *RLDA* 2013/82. Repères n° 4596.

- « Les entreprises publiques locales et l'égalité concurrence », JCP-A n° 1, 7 janvier 2013
- « Retards de paiement : des coûts pour l'économie et nos PME », ACCP, septembre 2013
- « Les régions face aux défis de la formation professionnelle : état des lieux et perspectives », JCP-A n° 3, 20 janvier 2014
- « Du in house aux in house après la directive concession », ACCP, mars 2014, p. 64
- « Pouvoirs adjudicateurs, unités opérationnelles, centrales d'achat et entités adjudicatrices : évolutions ou révolution ? », Contrats et marchés publics, juin 2014, p. 21
- « Le contrat au service des politiques publiques : Contrat public et Union européenne », RFDA, mai-juin 2014, p. 418
- « Le contrat public européen », Revue des contrats, septembre 2014, p. 539
- « Le contrôle européen des aides d'Etat ou la place centrale réservée aux autorités nationales », AJCT, octobre 2014, p. 480
- « Des actions gratuites... sauf pour le contribuable ! », JCP-A n° 9, 2 mars 2015, p. 3
- « Que reste-t-il du Colbertisme ? A propos de l'étude annuelle 2015 du Conseil d'Etat sur l'action économique des personnes publiques », JCP-A n° 41, 12 octobre 2015, p. 49
- « Les transitions énergétiques dans l'Union Européenne », actes du colloque de Lyon 3, avant-propos, Bruylant, 266 p., spéc. p. 5., nov. 2015
- « Marché de partenariat : le bilan c'est moins complexe ? », Le Moniteur – Contrats publics nov. 2015, n° 159, p. 3
- Préface de la Thèse de Adalid (S.). – La banque centrale européenne et l'Eurosystème. Recherches sur le renouvellement d'une méthode d'intégration. – Bruxelles, Bruylant, 2015. – 792 p
- « Les occupations privatives du domaine public : la longue marche vers la mise en concurrence de la délivrance des titres d'occupation domaniale », ACCP, n°162, fév. 2016
- « Droit des aides d'Etat – Décisions de septembre à décembre 2015 », JCP-A n° 25, 27 juin 2016
- « Droit des aides d'Etat – Décisions de janvier à avril 2016 », JCP-A n° 34, 29 août 2016
- « Les SEML peuvent-elles être in house ? », JCP-A n° 39, 3 octobre 2016
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er mai au 31 août 2016 », JCP-A n° 46, 21 novembre 2016
- « L'obligation de publicité, pour quoi faire ? », Contrats Publics n° 171, décembre 2016
- « Après le "contrôle analogue", "l'essentiel de l'activité" », JCP-A n° 2, 16 janvier 2017
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er septembre au 31 décembre 2016 », JCP-A n° 17-18, 2 mai 2017
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er janvier au 30 avril 2017 », JCP-A n° 38-39, 25 septembre 2017
- « Private enforcement et droit des aides d'Etat », JCP-A n° 47, 27 novembre 2017
- « Quelles sanctions en cas de pratiques anticoncurrentielles des soumissionnaires aux contrats de la commande publique ? », Contrats publics n° 182, décembre 2017
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er mai au 30 août 2017 », JCP-A n° 7, 19 février 2018
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er septembre au 31 décembre 2017 », JCP-A n° 17, 30 avril 2018
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er janvier au 30 avril 2018 », JCP-A n° 30-34, 30 juillet 2018

- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er mai au 31 août 2018 », JCP-A n° 40, 8 octobre 2018
- « L'analyse contrefactuelle de « type 2 » en cas d'exposition économique antérieure ou la systématisation d'une nouvelle méthode de qualification d'une aide d'Etat », Revue Lamy de la concurrence n° 77, novembre 2018
- « Un nouvel Elan pour le logement social », JCP-A n° 3, 21 janvier 2019
- « Les nouveaux maux du in house à la française », JCP-A n° 4, 28 janvier 2019
- « Droit des aides d'Etat – 1er septembre – 31 décembre 2018 », JCP-A n° 9, 4 mars 2019
- « Droit des aides d'Etat – Décisions du 1er janvier 2019 au 30 avril 2019 », JCP-A n° 30-34, 29 juillet 2019

<p>Michaël KARPENSCHIF Professeur des universités Agrégré de droit public</p>	 <p>Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit Équipe de droit international, européen et comparé – EDIEC, EA n° 4185 15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC 1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08 Tél. : ++ 00 / 33 478 787 251 Courriel : ediec@univ-lyon3.fr Web : http://ediec.univ-lyon3.fr</p>
--	---